



**Document Category :** Article in Rue Frontenac

**Date :** May 9<sup>th</sup>, 2010

**Author :** Valérie Dufour

**Language:** French

**Summary:** Dufour shares her opinion on the treatment of illegal immigrants in the U.S. and the lessons she learned during the Miami conference.

## Ne passez pas à Go... Allez directement en prison

Miami – Si vous êtes un immigrant illégal, vaut cent fois mieux être en sol canadien que chez nos voisins. Ici, il fait peut-être un brin plus froid, mais il n’y a pas grand chance pour que le SWAT débarque chez vous en pleine nuit pour vous passer les menottes et vous jeter en prison. Le système de renvoi du Canada est peut-être lent, mais il a au moins l’avantage d’avoir un visage plus humain.

Le symposium sur la couverture médiatique des questions touchant l’immigration, auquel j’ai assisté au cours de la fin de semaine à Miami, a offert une véritable vitrine sur la façon dont on traite les sans-papiers aux États-Unis et, plus particulièrement, dans l’État de la Floride. Un traitement souvent brutal.

Il y a présentement 350 000 personnes emprisonnées dans des centres de détention ou des petites prisons régionales et le maintien de cette structure rigide coûte près de 1,8 milliard de dollars américains au gouvernement. «Il y a plus de gens dans ces prisons que dans toutes les prisons fédérales. Et le pire, c’est qu’on emprisonne ces gens alors que, selon moi, ils n’ont commis aucune infraction», souligne Cheryl Little, une Montréalaise d’origine qui dirige le Florida Immigrant Advocacy Center, un organisme offrant de l’aide légale aux sans-papiers.

### Exemple canadien

Au Canada, le processus de déportation est beaucoup moins extrême. L’Agence canadienne des services frontaliers peut emprisonner les réfugiés et les immigrants, mais seulement si elle a des raisons de croire que la personne visée ne se présentera pas à une procédure d’immigration, si elle constitue une menace pour le public ou si son identité est contestable. Il y a présentement 53 000 personnes qui sont sous le coup d’une procédure de renvoi et on ignore où se trouvent 38 000 d’entre elles.

«À l’heure actuelle, lorsqu’il s’agit d’un demandeur d’asile débouté, il s’écoule en moyenne 4,5 ans entre le moment où l’intéressé présente sa demande et épuise tous les recours à sa disposition, et le moment où il est renvoyé du Canada. Dans certains cas extrêmes, des demandeurs d’asile déboutés sont restés au Canada pendant plus de 10 ans», selon Immigration Canada.

D’après les témoignages que j’ai entendus au cours de mes reportages en Floride, la vie d’un immigrant illégal aux États-Unis équivaut à jouer à la roulette russe. Ils arrivent aux États-Unis, se trouvent un boulot, reçoivent souvent un salaire famélique pour de longues heures et, surtout, ils ne savent pas quand le gouvernement va débarquer chez eux pour les arrêter et les déporter. Un an? Deux? Dix?

**Guillermo et Jesus**

C'est ce qui s'est passé pour Guillermo et Jesus, deux frères, de 25 et 21 ans, originaires du Venezuela. Ils sont arrivés en Floride en 2000 en compagnie de leurs parents et leur autre frère Marcos. La famille a demandé le statut de réfugié, mais ils ont épuisé tous leurs recours et le statut leur a finalement été refusé en 2009.



*Être immigrant illégal aux États-Unis: une aventure extrême.*

Dix ans plus tard, ils avaient bien évidemment eu le temps de refaire leur vie sur leur nouvelle terre d'accueil. Guillermo venait de décrocher son baccalauréat en design informatique au Miami Dade College et Jesus étudiait en droit à la même université. Un beau matin, un agent d'immigration est arrivé chez eux, a passé les menottes aux frangins et les a jetés en prison.

«Ce n'est pas un combat qui se limite à moi et mes deux frères. Il y a des douzaines d'étudiants qui sont dans la même situation. Ce sont des jeunes qui n'ont pas de papiers, mais ils sont ici depuis longtemps et ils veulent apporter une contribution à leur nouveau pays. Ils veulent devenir des enseignants, des médecins, des avocats... mais on les en empêche. Dans notre cas, on a même décroché des bourses d'études, mais nous n'avons pas pu les utiliser à cause de notre statut légal», signale Guillermo.

«La situation était éminemment ironique pour moi qui veut devenir avocat et politicien de voir un agent arriver à ma porte pour m'arrêter. Quand on m'a mis en prison et qu'on m'a fait enfiler un costume orange, j'ai eu tout un choc. Je ne savais plus ce que le futur me réservait. Mais heureusement, nous avons obtenu de l'aide», raconte Jesus. Avec l'aide du FIAC, ils ont finalement pu sortir de prison et ils ont obtenu un sursis de six mois avant leur déportation.

### **Rosemarie**

Rosemarie, elle, s'est fait arrêter et elle a croupi 13 mois en prison, avant d'être libérée au terme de longues démarches judiciaires et c'est seulement parce qu'elle avait une avocate qu'elle a pu s'en sortir. Dans les faits, 70% des détenus n'ont pas de représentant légal. Ils y ont droit, mais ils doivent les payer de leur poche, ce qui n'est pas évident pour ces gagne-petit.

Le cas de cette Haïtienne d'origine est particulièrement troublant, puisque les autorités carcérales ont refusé de soigner la dame, qui avait de graves problèmes de santé. Le gouvernement savait qu'elle avait une tumeur près la glande thyroïde nécessitant une opération, mais on a tout de même décidé de la déporter dans cette condition.

«Il a fallu une poursuite en cour fédérale pour leur faire entendre raison. Les démarches judiciaires ont fait que le juge a finalement ordonné au gouvernement de payer la chirurgie, de laisser tomber le

dossier de déportation et ils ont dû lui verser 47 500\$. Il est ridicule d'avoir à faire tant d'efforts pour obtenir quelque chose d'aussi simple», raconte l'avocate Me Tania Gallani.

Cheryl Little soutient, que les Haïtiens se font systématiquement discriminer depuis des années aux États-Unis. À titre d'exemple, elle souligne que le système de visa temporaire pour les réfugiés (TPS) ne s'appliquait pas aux ressortissants de ce pays et qu'il a fallu le terrible tremblement de terre de janvier pour que la situation change.

### **Méfiance à l'égard du gouvernement**

Le gouvernement fédéral estime le nombre de réfugiés haïtiens entre 100 000 et 200 000 personnes et leur donne jusqu'à la fin juillet pour remplir une demande de TPS. Mais jusqu'ici, à peine 45 000 personnes se sont manifestées pour obtenir cet important document donnant un permis de travail, le droit de se procurer un permis de conduire et le droit de demeurer aux États-Unis pendant deux ans.

«Il y a trois raisons qui expliquent ce manque d'engouement: la demande coûte 470\$ US, les gens ont peur de se faire avoir par des fraudeurs et ils craignent aussi de confier leur dossier aux autorités parce qu'ils ont peur de se faire déporter», signale Mme Little.

Pourquoi les immigrants continuent d'affluer dans un pays si dur envers ses sans-papiers? La réponse est facile: l'économie. Il y a de la job à la tonne pour les immigrants illégaux, des emplois peu rémunérés, mais qui ont été complètement délaissés par l'Américain moyen. Les sans-papiers se retrouvent donc à besogner dans les champs pour ramasser les fruits et légumes floridiens que l'on consomme, ils tondent la pelouse et entretiennent les rocailles, ils travaillent comme nounous et ils font rouler les nombreux hôtels et restaurants. Tout cela en attendant le Bonhomme Sept Heures.

Article URL : <http://ruefrontenac.com/valeriedufour/22449-blogue-immigration-usa>